



Autolib' Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier
75001 Paris
Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DÉLIBÉRATION 2017-08 – Avenant n°10 à la convention de délégation de service public

Séance du Comité syndical du 8 février 2017

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte Autolib',

Vu les statuts du syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole adoptés le 14 novembre 2016,

Vu le contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques signé le 25 février 2011, et ses avenants,

Vu l'avenant n°10 annexé à la présente délibération,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article unique : AUTORISE la Présidente à signer l'avenant n°10 à la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.



La Présidente,

Marie-Pierre de la Gontrie



Autolib' Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier
75001 Paris
Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DÉLIBÉRATION 2017-08 – Avenant n°10 à la convention de délégation de service public

Séance du Comité syndical du 8 février 2017

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Concédant et le Concessionnaire ont conclu le 25 février 2011 une convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques (ci-après «la Convention ou Concession »). La Convention est entrée en vigueur le 4 mars 2011.

L'avenant proposé traite des sujets suivants :

1. Espaces ou Stations Autolib' installées pour des personnes autres que les collectivités membres du Concédant – modification du régime des Biens de Retour

Le Concessionnaire a été sollicité par des partenaires privés aux fins d'installation d'Espaces ou Stations Autolib' sur le domaine desdits partenaires situés, à la date de la sollicitation, sur le territoire de collectivités non-membres du Concédant.

Cette installation qui a reçu préalablement l'accord du Concédant avait pour but d'améliorer le maillage de Stations Autolib' en prolongeant le Service Public sur des sites qui ont été présentés comme commercialement attractifs du fait de la qualité des sites d'implantation du Service et du besoin important recensé par le Concessionnaire ou auprès des potentiels prospects interrogés.

Le Concessionnaire a engagé des travaux d'installation d'une Station Autolib' :

- sur le campus de HEC à Jouy en Josas où il existe, pour les étudiants, un besoin non pourvu de location de véhicules électrique en libre-service ;
- sur le domaine privé d'Icade à Aubervilliers dont le centre commercial était en cours de construction et dans lequel l'installation d'une Station Autolib' sur la commune d'Aubervilliers qui n'avait pas souhaité adhérer au Syndicat Mixte pouvait être d'un grand intérêt pour les usagers ;
- à Vaucresson, non membre du Syndicat Mixte en 2011, sur le domaine de la société Mount Vernon qui a mis à disposition des locaux pour le Concessionnaire afin d'y établir son siège social et permettre aux agents du Concessionnaire de pouvoir se rendre en Véhicules BLUECAR sur leur lieu de travail pour y prendre leur service à toute heure du jour ou de la nuit.

Il a été convenu entre le Concessionnaire, le partenaire sur le domaine privé duquel une Station Autolib' a été installée et le Concédant que le partenaire procéderait à l'acquisition complète pour le prix convenu de la Station Autolib' installée par le Concessionnaire ; par souci de clarté, l'acquisition complète comprend les travaux de génie civil, les études, les bornes de charges, bornes de location, borne d'abonnement les cas échéant, les réseaux enterrés, les raccordements électriques et de télécommunications, l'installation de la Station Autolib'.



Autolib' Vélib' Métropole

2 rue Jean Lanier
75001 Paris
Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

Afin de contractualiser les relations entre le Concessionnaire et le partenaire, il est apparu une problématique liée à l'incompatibilité du régime des Biens de Retour prévu dans le DSP avec l'acquisition par une personne de droit privé d'une Station Autolib' installée sur le domaine privé régi lui-même par les règles du droit civil et notamment celles des baux commerciaux.

2. Espaces ou Stations Autolib' installées sur le domaine d'Établissements Publics membres du Syndicat Mixte qui perdent par la suite la qualité de membre

Le Concessionnaire a installé des Stations Autolib' sur des Périmètres en Voirie et hors Voirie d'établissements publics membres du Syndicat Mixte avec lesquels ledit Syndicat a conclu une convention de superposition d'affectation du domaine public.

Ainsi, le 11 juin 2012 le Syndicat a conclu une convention de superposition d'affectation du domaine public avec Defacto, établissement public de gestion du quartier d'affaires de la Défense remplacée le 9 décembre 2014 par une convention relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib'.

De même, le Syndicat a conclu le 26 mai 2014 avec le Syndicat Interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à Sogaris une convention relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib'.

À l'issue de la réunion du Comité Syndical du Syndicat adoptant la modification des statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Métropole afin d'y adjoindre la gestion de Vélib, les établissements publics ont perdu la capacité à être membre du Syndicat.

Le Concédant s'est tourné vers le Concessionnaire afin que ce dernier contracte des conventions d'occupation précaire du domaine public ou privé avec les établissements publics précités, puis éventuellement d'autres établissements dans le futur, en substitution des engagements contractés par le Concédant sans que cette modification entraîne pour le Concessionnaire une perte de son droit à obtenir du Concédant la subvention d'investissement prévue aux articles 42.1 à 42.3 de la Conventions de DSP ni un changement du régime des Biens de Retour.

Il est apparu dès lors la nécessité d'amender la Convention afin de prendre en compte les conséquences induites par la situation décrite ci-dessus.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente